

18 juillet 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration du Président de la République.

Je vais peut-être essayer de vous dire les points les plus importants de ce Sommet à mes yeux. D'abord, nous avons eu des discussions importantes sur les crises qui touchent la région. J'ai pu m'entretenir ce matin avec le Premier ministre d'Haïti, puis évoquer la situation avec plusieurs chefs d'État de CARICOM et en particulier revenir avec le Premier ministre de la Jamaïque sur la situation en Haïti. Je veux ici redire que, comme nous l'avons fait ces dernières semaines en soutenant la résolution aux Nations unies, nous soutenons à la fois l'engagement des Nations unies tel que demandé par Haïti et les initiatives régionales pour faire face d'abord à la situation sécuritaire mais également humanitaire et économique en Haïti. Je veux ici très clairement affirmer la volonté de la France de s'engager aux côtés de ces initiatives régionales et onusiennes.

J'ai surtout passé beaucoup de temps entre hier et aujourd'hui sur la question du Venezuela. Suite à la réunion que nous avons effectuée à Paris en novembre dernier, qui avait permis de réunir un représentant de la plateforme d'opposition d'une part et du gouvernement d'autre part, j'ai fait le suivi avec plusieurs chefs d'État de la région. Nous avons tenu une réunion assez longue hier avec le Président du Brésil, le Président LULA, le Président de l'Argentine, FERNANDEZ et le Président PETRO de Colombie, en présence du Haut représentant BORREL, avec la vice-présidente côté vénézuélien et un des représentants de la plateforme de l'opposition. Il s'en est suivi une très longue discussion et nous avons justement un communiqué conjoint qui vient d'être finalisé au moment où je vous parle que nous allons publier, qui scande les prochaines étapes à la fois de la négociation politique en vue de la préparation d'élections en 2024, mais aussi un processus accompagnant ces négociations de levée de sanctions, mais surtout la réaffirmation de ce qu'on appelle le processus de Mexico et donc des conditions de l'accord à la fois politique, économique et social qui doit accompagner ce mouvement. Nous aurons dans les prochains mois, des rencontres sur ce sujet et sur cette crise. Ça, c'est pour moi, le premier élément important qui a été discuté au moment de ce sommet.

Deuxièmement, nous avons aussi discuté des voies et moyens de réinvestir dans la région. Je l'ai dit ce matin d'ailleurs à l'occasion de la plénière. La France est un pays membre fondateur de l'Union européenne, mais nous sommes aussi un pays de la région caraïbe et d'Amérique latine par notre présence caribéenne. La Martinique vient de rejoindre d'ailleurs CARICOM et j'ai remercié les dirigeants de cette région ; ce qui est pour la France un élément important pour notre diplomatie.

Nous sommes une grande puissance amazonienne à travers le territoire de la Guyane française. J'ai rappelé, je le dis aussi ici à Bruxelles, pour tout le monde : la plus grande frontière extérieure de l'Union européenne, c'est la frontière de la Guyane française avec le Brésil. Nous ne parlons pas là d'une région qui pourrait paraître très exotique ou anecdotique pour notre Europe. La France, depuis que je suis élu Président, a investi 14,5 milliards d'euros dans la région. J'ai décidé de poursuivre cet effort avec un engagement accru de l'Agence Française de Développement et de la Banque Publique d'Investissement. Nous mettrons un peu plus de 4,5 milliards d'euros en supplément dans les années qui viennent et ceci sera démultiplié par l'initiative dite Global Gateway d'investissement dans les infrastructures de la région.

Plus largement, nous avons réaffirmé aussi un soutien à ce qui a été négocié à Paris il y a quelques semaines, ce fameux partenariat de Paris pour les peuples et la planète, ce 4P, qui s'inspirait beaucoup de l'initiative d'une dirigeante importante de la région, Mia MOTTLEY, qui avait porté cet agenda de Bridgetown, qui nous a permis véritablement de réconcilier l'agenda de lutte contre la pauvreté et de bataille pour la planète, et surtout de pousser à ce choc concessionnel public et privé. Ça, c'est le deuxième grand chantier que nous avons, pour moi, avancé, qui était un point important de ces discussions, avec une réaffirmation d'un engagement accru.

Le troisième point qui a été discuté, qui a été réglé il y a quelques minutes, c'est que nous avons enfin débloqué l'accord dit sur le post-Cotonou, qui, comme vous le savez, faisait l'objet de divisions entre européens. Là, pour le coup, sur ce sujet, nous avons su lever ces divisions et il y a eu encore un accord qui nous permet de refonder vraiment la relation de notre Union européenne avec un peu plus de soixante-dix pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Cet accord-cadre se démultiplie ensuite en accords régionaux mais va permettre de donner une base légale à l'engagement de la Banque Européenne d'Investissement, à des choses très concrètes aussi en matière d'État de droit, et redonne alors un cadre, une clarté et une plus grande ambition à la relation extérieure de l'Union européenne avec les pays de ces trois régions.

Enfin, nous avons également parlé, évidemment, de la guerre en Ukraine. Au moment où je vous parle, les discussions formelles sont en train de se finaliser. Il y a un texte qui va à trente-deux Etats sur trente-trois côté CELAC et qui va à tous les pays membres de l'Union européenne. Il y a aujourd'hui une réticence, pour rester pudique, du Nicaragua à signer le texte tel qu'il figure dans nos conclusions. On verra s'il s'agit d'une conclusion portée par les deux présidences compte tenu des modalités internes de la CELAC pour ne pas aller contre un seul membre. Mais je peux vous dire que les discussions que nous avons eues ont montré que pour l'unanimité, sauf un membre de la CELAC, il y avait véritablement un alignement sur le texte sur l'Ukraine que nous proposons. Les discussions vont se finaliser formellement pour savoir si c'est une déclaration commune ou une déclaration des deux présidences.

Voilà ce que je voulais vous dire en compte rendu de ce Sommet qui comme vous le voyez pour à la fois éviter cette partition du monde, et puis pour permettre d'avancer sur des sujets extrêmement importants, soit de crise régionale, soit de financement.